



FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL
POUR INVESTIR DANS NOTRE PLANÈTE

GEF/C.48/08

8 mai 2015

48^e Réunion du Conseil du FEM

2-4 juin 2015

Washington

Point 12 de l'ordre du jour

PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA CAISSE DU FEM

Décision recommandée au Conseil

Ayant examiné le document GEF/C.48/08, intitulé *Programme de travail de la Caisse du FEM*, le Conseil approuve un programme comprenant 35 idées de projets et cinq programmes-cadres, sous réserve des observations formulées en séance et des remarques complémentaires susceptibles d'être présentées par écrit au Secrétariat d'ici le 18 juin 2015.

Le montant total des ressources approuvées au titre de ce programme de travail est de 709,01 millions de dollars. Il correspond aux financements alloués aux projets par le FEM et aux allocations pour frais versées aux Agences. Le programme de travail approuvé se compose des fiches d'identité de projets (FIP) et des descriptifs de programmes-cadres (DPC) suivants :
[Liste des FIP et DPC]

S'agissant des [FIP] approuvées au titre du programme de travail, le Conseil considère que chacune d'elles i) est ou sera conforme à l'Instrument et aux politiques et procédures du FEM, et ii) pourra être agréée par la DG pour être soumise à l'aval de l'entité d'exécution concernée. Toutefois, le texte définitif des descriptifs de projet devra reprendre et refléter pleinement les observations du Conseil et du STAP sur le programme de travail, et la DG devra confirmer que le projet reste conforme à l'Instrument et aux politiques et procédures du FEM.

S'agissant de toute FIP approuvée dans le cadre du programme de travail, le texte définitif du descriptif de projet sera placé sur le site web du FEM pour information, après agrément de la DG. Si le projet a été très remanié dans sa portée et son approche depuis l'approbation de la FIP, la dernière mouture du descriptif de projet sera placée sur le site web pendant quatre semaines pour examen par le Conseil avant d'être agréée par la DG.

S'agissant des DPC approuvés au titre du programme de travail, le texte définitif du DPC reprenant et reflétant pleinement les observations du Conseil et du STAP sera placé sur le site web pour l'information du Conseil.

TABLE DES MATIERES

RESUME ANALYTIQUE	1
INTRODUCTION	3
TENDANCE DES RESSOURCES PROPRES DEMANDEES EN VUE DU PROGRAMME DE TRAVAIL	4
SITUATION DE L'UTILISATION DES RESSOURCES DE FEM-6	8
REPARTITION DES FINANCEMENTS ALLOUES PAR LE FEM A L'EXECUTION DE PROJETS, PAR REGION ET DOMAINE D'INTERVENTION	9
REPARTITION DES RESSOURCES PAR ENTITE D'EXECUTION	11
COFINANCEMENT	13
RESUME DES FICHES D'IDENTITE DE PROJET (FIP) ET DES PROGRAMMES-CADRES DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE JUIN 2015	28

LISTE DES ANNEXES :

Annexe A : Propositions de projets/programmes présentées au Conseil pour approbation, juin 2015

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1. Demandes de financement au titre du programme de travail de juin 2015, par domaine d'intervention

Tableau 2. Ressources programmées au titre de FEM-6 par domaine d'intervention et programme institutionnel

Tableau 3. Montant des ressources du FEM dans le programme de travail de juin 2015, par entité d'exécution

Tableau 4. Ressources demandées au titre du Programme pilote sur l'utilisation d'instruments financiers autres que les aides directes dans le programme de travail de juin 2015

LISTE DES FIGURES

Figure 1. Répartition des financements du FEM par objectif des domaines d'intervention dans le programme de travail

Figure 2. Répartition des financements du FEM aux projets du programme de travail de juin 2015, par région

Figure 3. Répartition des financements du FEM aux projets du programme de travail de juin 2015, par région et par domaine d'intervention

Figure 4. Ventilation des ressources du FEM dans le programme de travail de juin 2015, par entité d'exécution

Figure 5. Répartition du cofinancement dans le programme de travail de juin 2015, par source

Remarques à caractère technique :

Les membres du Conseil sont invités à formuler leurs observations à caractère technique dans un fichier Word adressé par messagerie électronique au Bureau de la coordination des programmes du Secrétariat du FEM, à l'adresse suivante : gcoordination@TheGEF.org

RESUME ANALYTIQUE

1. Au plan du volume de financement demandé, ce programme de travail est le plus important de l'histoire du FEM et marque une étape décisive dans l'action menée pour protéger l'environnement de la planète en pilotant des modalités novatrices d'aide aux pays bénéficiaires et aux partenaires. Un montant total de 649,91 millions de dollars est demandé à ce titre sur les ressources de la Caisse du FEM, plus une somme de 59,10 millions de dollars en vue des allocations pour les frais connexes versés aux Agences, auxquels s'ajoute un montant indicatif de 4,81 milliards de dollars de cofinancement, ce qui signifie que 7,35 dollars de cofinancement seront mobilisés pour chaque dollar apporté par le FEM.

2. Le programme de travail recommandé comprend 35 idées de projets et cinq programmes-cadres qui s'inscrivent dans le droit-fil de la Stratégie 2020 du FEM et des orientations fournies dans le document de programmation pour FEM-6. Les programmes-cadres permettent un ciblage résolu des principaux facteurs de dégradation environnementale, notamment avec les travaux proposés au titre des approches intégrées pilotes approuvées lors du processus de reconstitution des ressources pour FEM-6. Le programme de travail comprend aussi trois propositions de projets à financer au titre du Programme pilote sur l'utilisation d'instruments financiers autres que les aides directes, donnant ainsi au FEM de nouvelles possibilités d'engagement stratégique dans des initiatives privées qui visent à produire des effets positifs sur l'environnement de la planète. Les autres projets proposés dans ce programme de travail sont en lien avec les priorités des domaines d'intervention pour FEM-6.

3. Au total, 344 millions de dollars ont été programmés par 47 pays sur leurs allocations individuelles au titre du STAR en vue de projets et de programmes conformes aux priorités définies pour les domaines d'intervention « diversité biologique », « atténuation du changement climatique » et « dégradation des sols ». Par ailleurs, le programme de travail prévoit un montant de 73,7 millions de dollars pour le domaine d'intervention « substances chimiques et déchets » ainsi qu'un montant de 40,8 millions de dollars pour les « eaux internationales ». Si le programme de travail est approuvé tel que soumis, 57 pays à travers le monde bénéficieront de l'aide du FEM, dont 16 des pays les moins avancés (PMA) et quatre petits États insulaires en développement (PÉID).

4. Ce programme de travail couvre 17 des 28 objectifs du FEM dans ses domaines d'intervention, tels qu'énoncés dans le document de programmation de FEM-6. En conséquence, les projets et programmes proposés permettront de s'attaquer à une large gamme de facteurs à l'origine de la dégradation de l'environnement. Le programme porte notamment sur la surexploitation des pêcheries marines, le trafic illicite de faune et de flore sauvages, les pratiques agricoles non durables, les chaînes d'approvisionnement en produits de base et les défis posés par le développement urbain. Avec cette approche axée sur les facteurs causaux, les projets et programmes proposés engageront directement les grands acteurs et intervenants concernés afin de mettre en place des solutions pratiques, efficaces et pérennes. Cette approche permet aussi d'optimiser les synergies propices à l'application des accords multilatéraux sur l'environnement dont le FEM est le mécanisme financier.

5. Les projets et programmes couvrent un vaste éventail d'innovations visant à produire des effets positifs sur l'environnement mondial au moyen des stratégies définies pour les domaines d'intervention. Au vu des cibles fixées à titre indicatif, le programme de travail devrait contribuer à produire des améliorations notables pour l'environnement mondial, notamment : a) 65,5 millions d'hectares de zones terrestres et marines feront l'objet de mesures de préservation de la biodiversité, soit 22 % de la cible fixée pour FEM-6 ; b) 41,2 millions d'hectares de zones terrestres de production seront placés sous gestion durable, soit 34 % de la cible définie pour FEM-6 ; c) un total d'émissions de 442 millions de tonnes d'équivalent CO₂ sera évité, ce qui représente 58 % de la cible pour FEM-6 ; d) l'exploitation d'au moins 8 % des pêcheries surexploitées, en volume, sera ramenée à des niveaux durables ; e) 1 680 tonnes de POP seront évacuées (3 % de la cible pour FEM-6) et f) les rejets de mercure seront réduits de 360 tonnes (36 % de la cible pour FEM-6).

INTRODUCTION

6. Ce programme de travail marque un tournant majeur dans l'histoire des financements alloués par le FEM pour améliorer l'état environnemental de la planète et piloter des formules de financement innovantes avec les pays et les partenaires. Avec un montant record de 709,01 millions de dollars complété par 4,8 milliards de dollars de cofinancement, le programme de travail proposé et les projets et programmes qui le composent permettront au FEM d'aller résolument de l'avant pour s'attaquer aux défis les plus urgents qui pèsent aujourd'hui sur l'environnement mondial.

7. Le programme de travail couvre nombre des causes de la dégradation environnementale, de la surexploitation des stocks halieutiques au trafic d'espèces sauvages, en passant par les pratiques agricoles non durables et les chaînes d'approvisionnement en produits de base, avec un intérêt renouvelé pour les villes et le développement urbain qui jouent un rôle clé dans le programme d'action mondial pour l'environnement. Grâce à cette approche axée sur les facteurs causaux, les projets et programmes proposés engageront directement les grands acteurs et intervenants concernés afin de mettre en place des solutions pratiques, efficaces et pérennes. Cette approche permet aussi d'optimiser les synergies propices à l'application des accords multilatéraux sur l'environnement dont le FEM est le mécanisme financier.

8. Outre que le volume des ressources programmées n'a jamais été aussi élevé, le programme de travail proposé reflète deux évolutions majeures conformes à la Stratégie 2020 du FEM et aux stratégies définies pour les domaines d'intervention dans le document de programmation de FEM-6. Citons notamment : a) les cinq programmes-cadres axés sur les causes majeures de la dégradation environnementale, dont trois sont les approches intégrées pilotes approuvées durant la sixième reconstitution des ressources ; b) le Programme pilote sur l'utilisation d'instruments financiers autres que les aides directes, avec trois projets qui illustrent les possibilités d'engagement stratégique du FEM dans des initiatives privées visant à investir dans l'amélioration de l'état environnemental de la planète. En plus de ces interventions, le programme de travail comprend 32 projets conduits dans les différents domaines d'intervention. Globalement, le programme de travail couvre 17 des 28 objectifs du FEM dans les domaines d'intervention et des objectifs institutionnels énoncés dans le document de programmation de FEM-6.

9. Cette introduction reprend des aspects importants du programme de travail proposé, notamment les tendances de l'allocation des ressources au regard des stratégies et objectifs pour les domaines d'intervention ainsi que par région et entité d'exécution et met en exergue les aspects innovants des projets et programmes. Le Conseil est invité à passer en revue le programme de travail et à l'approuver à hauteur du montant total demandé (des informations financières détaillées sur les FIP et les DPC sont présentées à l'annexe A).

TENDANCE DES RESSOURCES PROPRES DEMANDEES EN VUE DU PROGRAMME DE TRAVAIL

10. Les ressources propres demandées, soit un total de 709,01 millions de dollars, sont prélevées sur les enveloppes des cinq domaines d'intervention (tableau 1). Le programme de travail repose sur une allocation équilibrée des ressources entre les différents domaines d'intervention, ce qui permet d'optimiser les synergies en vue de la recherche d'effets positifs sur l'environnement mondial. Outre les financements puisés sur les enveloppes des différents domaines, les fonds en réserve pour le mécanisme d'incitation pour la gestion durable des forêts (GDF), le Programme pilote sur l'utilisation d'instruments financiers autres que les aides directes et les approches intégrées pilotes sont également mis à contribution. Alors que les ressources du Programme pilote sont affectées au financement de projets dans les domaines d'intervention, les fonds réservés pour le mécanisme d'incitation pour la GDF et les approches intégrées pilotes sont alloués à des projets et programmes intersectoriels conçus pour tirer le plein profit des synergies potentielles produisant des retombées positives sur l'environnement de la planète.

Tableau 1. Demandes de financement au titre du programme de travail de juin 2015, par domaine d'intervention

Domaine d'intervention	Ressources demandées (Millions de dollars)		
	Financement FEM	Allocations pour frais aux entités d'exécution	Total des ressources propres demandées dans ce programme de travail
Diversité biologique	136,84	12,51	149,35
Changements climatiques	144,09	13,15	157,25
Dégradation des sols	80,43	7,33	87,76
Produits chimiques et déchets	67,60	6,15	73,75
Eaux internationales	37,50	3,38	40,88
Programme GDF	38,56	3,55	42,11
Programme au titre de l'approche intégrée	144,89	13,04	157,93
Total	649,91	59,10	709,01

*Les frais versés aux entités d'exécution représentent 9,5 % ou 9 % du financement apporté par le FEM pour des projets d'une valeur de 10 millions de dollars ou de plus de 10 millions de dollars respectivement.

11. Les projets et programmes présentés dans ce programme de travail mettent en œuvre une large gamme d'innovations qui visent à améliorer l'environnement mondial au moyen des stratégies définies pour les domaines d'intervention pendant FEM-6. Bien qu'il existe au moins un programme dans chaque domaine, les objectifs et priorités seront principalement poursuivis au moyen de projets et programmes intersectoriels.

- (a) S'agissant du domaine d'intervention « diversité biologique », les ressources demandées s'élèvent à 149,35 millions de dollars, réparties entre quatre (4) projets relevant d'un seul domaine d'intervention et 14 programmes et projets intersectoriels. Les projets

relevant d'un seul domaine concernant la comptabilisation du patrimoine naturel (Afrique du Sud), les espèces exotiques envahissantes (Fidji) et l'application du Protocole de Nagoya (Pérou). Les priorités relatives à la prévention de l'extinction des espèces et à la prise en compte systématique de la biodiversité dans les grands secteurs d'activité seront principalement abordées au moyen de projets et programmes intersectoriels, notamment le programme du Partenariat mondial pour *la préservation de la faune et de la flore sauvages, la prévention du crime lié aux espèces sauvages et le développement durable*.

(b) L'atténuation du changement climatique est représentée par 19 projets et programmes, soit 157,25 millions de dollars pris sur l'enveloppe de ce domaine d'intervention, dont 54,73 millions de dollars sont affectés aux approches intégrées pilotes sur les villes durables. Huit (8) projets sont consacrés à l'élaboration, au pilotage et au financement rapides des technologies sobres en carbone et des solutions d'atténuation, notamment dans les systèmes urbains ; l'élaboration et le pilotage de panoplies de mesures innovantes et d'initiatives commerciales pour favoriser l'adoption de nouvelles solutions d'atténuation ; la préservation et la valorisation des stocks de carbone dans les espaces forestiers et d'autres utilisations des sols, l'aide à l'agriculture intelligente face au climat ; l'offre d'énergie renouvelable et l'appui à la maîtrise de l'énergie.

(c) S'agissant des substances chimiques et des déchets, six (6) projets absorbent un montant total de 73,75 millions de dollars pour s'attaquer à deux aspects majeurs de la stratégie définie pour ce domaine d'intervention : gestion écologiquement rationnelle des POP, des résidus de POP, des PCB et des nouveaux POP, et réduction de la pollution par le mercure dans l'industrie des plastiques. Les ressources affectées à ce groupe de projets permettront de faire progresser les objectifs de réduction des PCB de la Convention de Stockholm, d'élaborer et de piloter des interventions efficaces sur les POP jusque-là exclus du champ d'intervention du FEM et d'apporter un appui aux pays en vue de la réduction des rejets de mercure dans les secteurs prioritaires visés par la Convention de Minamata.

(d) L'action prévue en faveur des eaux internationales représente un montant de 40,88 millions de dollars répartis entre un projet relevant d'un seul domaine d'intervention et le programme intersectoriel de l'Initiative pour la pêche côtière qui puise aussi dans les ressources du domaine « diversité biologique ». Dans le premier cas, il s'agit de la mise en œuvre du programme d'action stratégique pour l'Orange-Senqu par les cinq pays d'Afrique australe riverains de cet important bassin transnational (Afrique du Sud, Botswana, Lesotho et Namibie). Le projet repose sur le plan d'action élaboré lors d'un précédent projet financé par le FEM pour promouvoir la cogestion du bassin, réduire les stress exercés sur la qualité des ressources hydriques et soutenir les efforts de gestion écosystémique des communautés concernées. Le programme intersectoriel de l'Initiative pour la pêche côtière a été mis au point pour piloter et promouvoir des processus intégrés et holistiques conduisant à l'exploitation et à la gestion durable des pêcheries côtières.

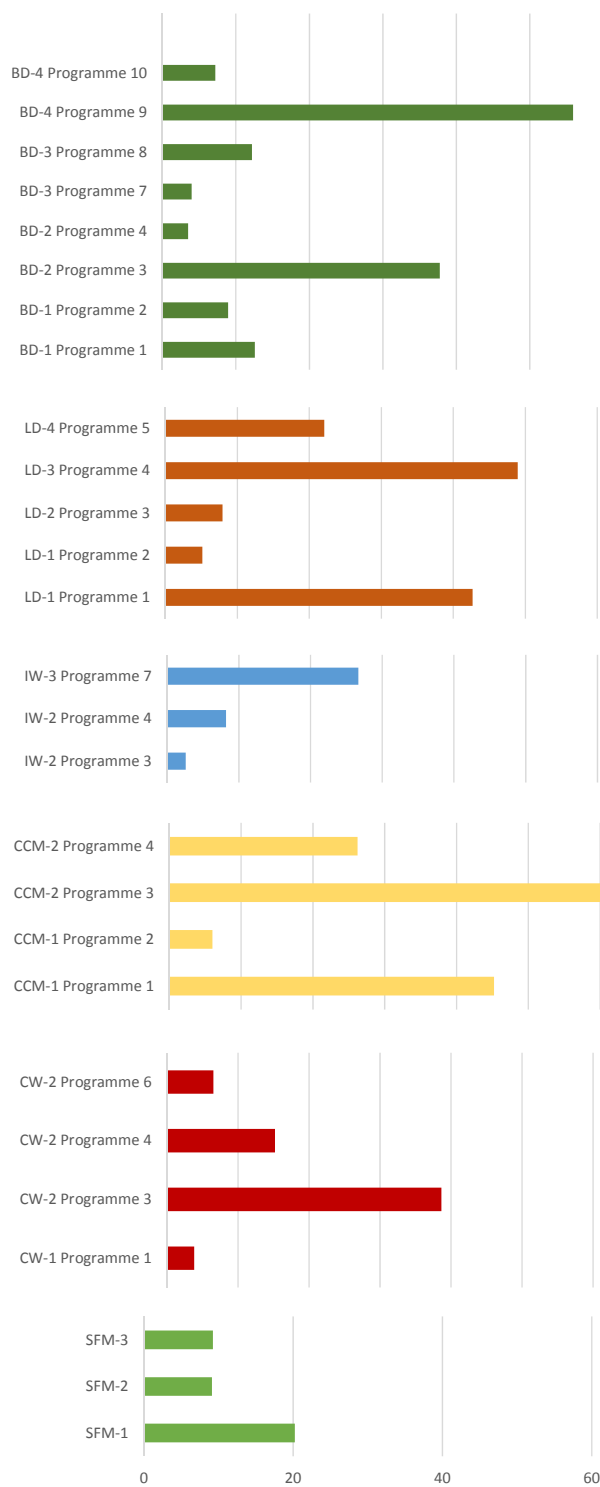
(e) Le programme de travail en matière de dégradation des sols se compose d'un projet relevant d'un seul domaine d'intervention et de 14 programmes et projets intersectoriels, pour

un total de 87,76 millions de dollars. Les priorités dans ce domaine d'intervention sont donc principalement abordées par une programmation intersectorielle des ressources et plus particulièrement au travers de deux programmes-cadres : l'approche intégrée pilote pour une *sécurité alimentaire pérenne et résistante aux chocs climatiques en Afrique subsaharienne* et le *partenariat mondial pour la préservation de la faune et de la flore sauvages, la prévention du crime lié aux espèces sauvages et le développement durable*. L'influence croissante de ce domaine d'intervention est ainsi renforcée afin de promouvoir des approches intégrées susceptibles de développer les synergies et de produire des effets positifs sur l'environnement mondial au moyen des systèmes de production (agriculture, parcours et paysages forestiers).

(f) Ce programme de travail comprend neuf (9) projets et programmes intersectoriels qui s'appuient sur le mécanisme d'incitation pour la GDF pour s'attaquer aux causes du déboisement et de la dégradation des forêts. Ces projets et programmes contribueront à promouvoir la gestion intégrée des paysages forestiers en vue de prestations multiples, dans le respect des principes de gestion écosystémique et des priorités relatives aux moyens de subsistance. Priorité importante du programme de travail pour la stratégie de GDF, l'approche intégrée pilote pour des *chaînes d'approvisionnement en produits de base respectueuses des forêts* a pour objet de promouvoir de bonnes pratiques et des principes de durabilité dans la production mondiale d'huile de palme, de soja et de viande bovine.

12. S'agissant des objectifs définis pour les domaines d'intervention, les ressources demandées dans ce programme de travail couvre 17 des 28 objectifs énoncés dans le document de programmation de FEM-6 (figure 1). Cinq objectifs et programmes dominant le programme de travail, avec 269,88 millions de dollars ou 41,5 % du total des ressources demandées. Ce sont : *Gestion de l'interface homme-biodiversité* (BD-4, Programme 9) ; *Promotion de l'élaboration, du pilotage et du financement rapides des technologies sobres en carbone et des solutions d'atténuation* (CCM-1 Programme 1) ; *Promotion de systèmes urbains sobres en carbone* (CCM-2 Programme 3) ; *Intensification agroécologique* (LD-1 Programme 1) ; et *Approche globale du paysage pour une gestion durable des sols à grande échelle* (LD-3 Programme 4). Ces projets et programmes devraient ainsi contribuer massivement à la lutte contre les causes de la dégradation environnementale dans l'agriculture, le secteur de l'énergie et l'urbanisme.

Figure 1. Répartition des financements du FEM par objectif des domaines d'intervention dans le programme de travail (millions de dollars)



Note : BB = diversité biologique ; LD : dégradation des sols ; IW : eaux internationales ; CCM : atténuation du changement climatique ; CW : substances chimiques et déchets ; SFM = gestion durable des forêts.

SITUATION DE L'UTILISATION DES RESSOURCES DE FEM-6

13. Le programme de travail propose une programmation équilibrée des ressources au regard des allocations ciblées lors de la reconstitution des ressources pour FEM-6 (tableau 2). Les plus gros montants demandés concernent les domaines d'intervention « diversité biologique » et « atténuation du changement climatique » tandis que le domaine « dégradation des sols » est celui où la proportion d'utilisation est la plus élevée. Avec ce programme de travail, 100 % des fonds réservés aux approches intégrées pilotes seront programmés.

Tableau 2. Ressources programmées au titre de FEM-6 par domaine d'intervention et programme institutionnel

FEM-6 : Stratégies pour les domaines d'intervention	Allocations ciblées pour FEM-6		Ressources demandées au titre du programme de travail de juin 2015, frais compris (millions de dollars)		Total des ressources programmées pour FEM-6* (millions de dollars)		
	Montant (millions de dollars)	%	Financement	Frais	Financement	Frais	Total
Diversité biologique	1.101	24,83	126,84	11,56	147,30	13,45	160,76
Changements climatiques	1.130	25,48	129,09	11,80	175,04	16,07	191,11
Dégradation des sols	371	8,37	68,43	6,25	72,99	6,68	79,66
Substances chimiques et déchets	554	12,49	67,60	6,15	92,15	8,42	100,57
Eaux internationales	456	10,28	37,50	3,38	74,11	6,78	80,90
Programme pilote/autres que les aides directes	110	2,48	37,00	3,38	38,20	3,49	41,69
Programme d'aide aux pays	23	0,52	-	-	-	-	-
Renforcement des capacités transversales	34	0,77	-	-	2,25	0,21	2,46
Programme de microfinancements	140	3,16	-	-	67,31	2,69	70,00
GDF	230	5,19	38,56	3,55	44,58	4,10	48,68
Approches pilotes intégrées	160	3,61	144,89	13,04	144,89	13,04	157,93
Budget de fonctionnement du FEM	125	2,82	-	-	-	-	-
Total : Ressources programmées	4.434	100,00	649,91	59,10	858,82	74,94	933,76

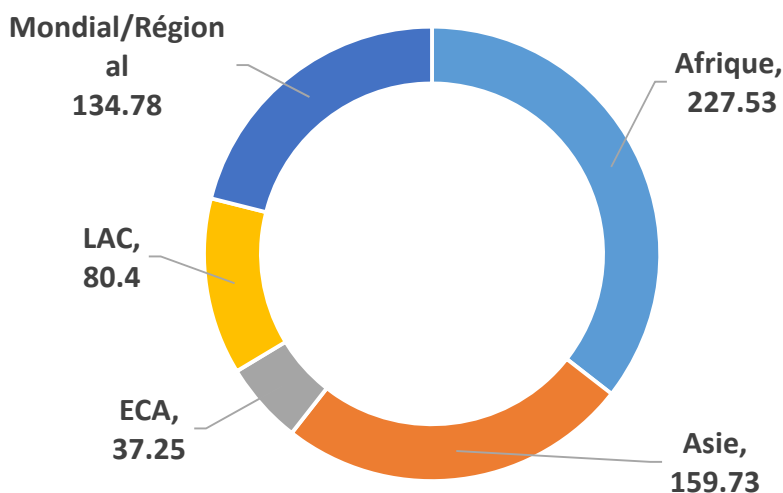
1) Dans ce tableau, les fonds alloués aux projets et programmes intersectoriels ont été imputés aux différents domaines d'intervention en fonction des allocations correspondantes dans les descriptifs de projets et de programmes, ce qui explique que ce tableau ne comporte pas de rubrique pour les actions intersectorielles.

14. S'agissant des ressources du STAR, 47 pays ont approuvé un montant total de 344 millions de dollars sur leurs allocations individuelles en vue du financement de projets et de programmes répondant aux objectifs définis dans les domaines d'intervention « diversité biologique », « atténuation du changement climatique » et « dégradation des sols ». Les ressources totales provenant du STAR représentent 53 % du financement total du FEM au programme de travail. Le nombre de pays concernés et le montant total approuvé attestent le rôle majeur des mécanismes d'incitation et des fonds de réserve qui ont été déterminants pour l'élaboration des trois approches intégrées pilotes.

REPARTITION DES FINANCEMENTS ALLOUES PAR LE FEM A L'EXECUTION DE PROJETS, PAR REGION ET DOMAINE D'INTERVENTION

15. La figure 2 illustre la répartition régionale des financements du FEM dans le programme de travail proposé. Les projets mondiaux, dont deux des approches intégrées pilotes (villes durables et produits de base) représentent seulement quelque 20 % du financement total aux projets, soit 649,91 millions de dollars. Les ressources sont programmées pour les différentes régions dans les proportions suivantes : Afrique 35 % ; Asie 25 % ; Amérique latine et Caraïbes 12 % ; et Europe de l'Est et Asie centrale 7 %. Au total, 57 pays recevront des aides financières au titre de ce programme de travail, dont 16 des pays les moins avancés (PMA) et trois petits États insulaires en développement (PÉID).

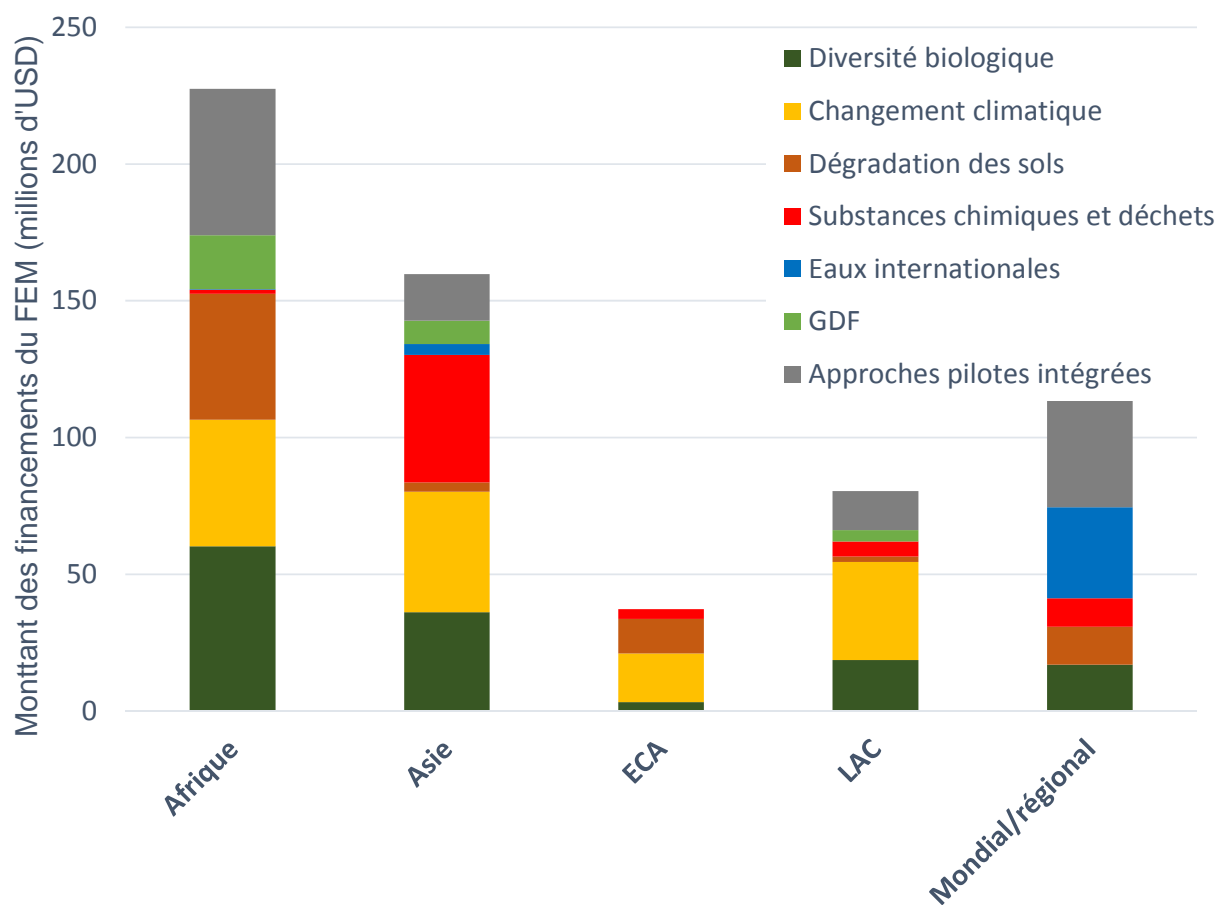
Figure 2. Répartition des financements du FEM aux projets du programme de travail de juin 2015, par région (millions de dollars)



16. La ventilation des ressources par domaine d'intervention met en évidence de légères disparités d'une région à l'autre (figure 3). Les financements du FEM à la biodiversité et au

changement climatique sont proportionnels sur l'ensemble des régions, les montants les plus élevés pour chaque domaine d'intervention étant programmés dans la région Afrique. Les ressources allouées à la dégradation des sols sont en grande partie programmée au profit de la région Afrique, tandis que celles concernant les substances chimiques et les déchets vont surtout à la région Asie. LAC reçoit la plus forte proportion des ressources allouées à l'atténuation du changement climatique, suivi de la diversité biologique. Les financements programmés dans la région ECA sont dominés par l'action menée dans les domaines du changement climatique et de la dégradation des sols. La région Afrique se taille aussi la part du lion des ressources affectées aux approches intégrées pilotes, qui ont été majoritairement attribuées au programme sur la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne.

Figure 3 : Répartition des financements du FEM aux projets du programme de travail de juin 2015, par région et par domaine d'intervention



REPARTITION DES RESSOURCES PAR ENTITE D'EXECUTION

17. Le tableau 3 montre la répartition des financements du FEM par entité d'exécution. Seules 11 des 14 entités d'exécution du FEM interviennent comme chef de file des projets et programmes figurant dans le programme de travail proposé. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Banque mondiale assument les plus fortes proportions des ressources programmées, avec 33 % et 20 % respectivement (figure 4). Trois des nouvelles entités d'exécution, la Banque de développement d'Afrique du Sud (DBSA), le Fonds mondial pour la nature-États-Unis d'Amérique (WWF-US) et Conservation internationale (CI) représentent ensemble près de 7,5 % des ressources totales. La somme demandée pour les frais versés aux entités d'exécution¹ représente au total 59,10 millions de dollars ou 9 % des financements du FEM à l'exécution des projets.

Tableau 3. Montant des ressources du FEM dans le programme de travail de juin 2015, par entité d'exécution

Entité	Ressources demandées (millions de dollars)		
	Financements du FEM aux projets	Allocations pour frais aux entités d'exécution	Total des ressources propres demandées dans ce programme de travail
BAD	24,77	2,25	27,02
BAfD	28,92	2,67	31,58
CI	2,68	0,24	2,93
DBSA	26,33	2,37	28,70
FIDA	30,73	2,77	33,50
BID	30,18	2,77	32,95
FIDA	58,40	5,28	63,68
PNUD	217,48	19,94	237,42
ONUDI	43,19	3,90	47,09
ONUDI	38,97	3,57	42,54
Banque mondiale	132,00	11,90	143,90
WWF-US	16,25	1,46	17,71
Total	649,91	59,10	709,01

¹ Depuis le 1^{er} janvier 2013, les frais versés aux entités d'exécution correspondent à 9,5 % des financements du FEM pour les projets d'une valeur inférieure à 10 millions de dollars et à 9 % pour ceux d'une valeur supérieure à cette somme. Dans le cas des programmes-cadres et quel que soit le montant du financement, les frais versés aux entités d'exécution représentent 8 % ou 9 % du financement du FEM, en fonction du type de programme. Ces dispositions sont conformes à la décision du Conseil relative aux commissions pour frais des entités d'exécution, Partie I (GEF/C.42/08).

Figure 4. Ventilation des ressources du FEM dans le programme de travail de juin 2015, par entité d'exécution (Note : la part réelle de CI est 0,41 %)

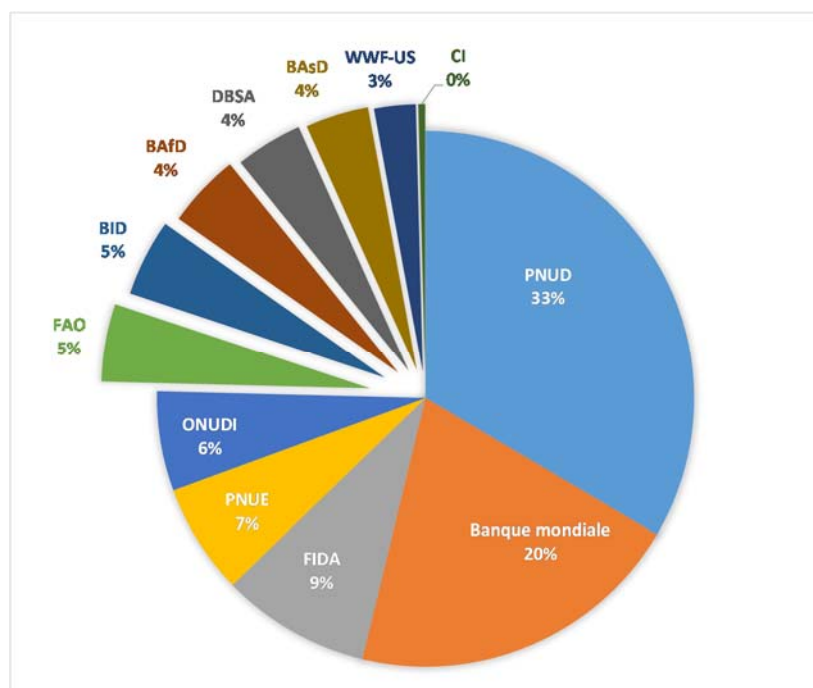
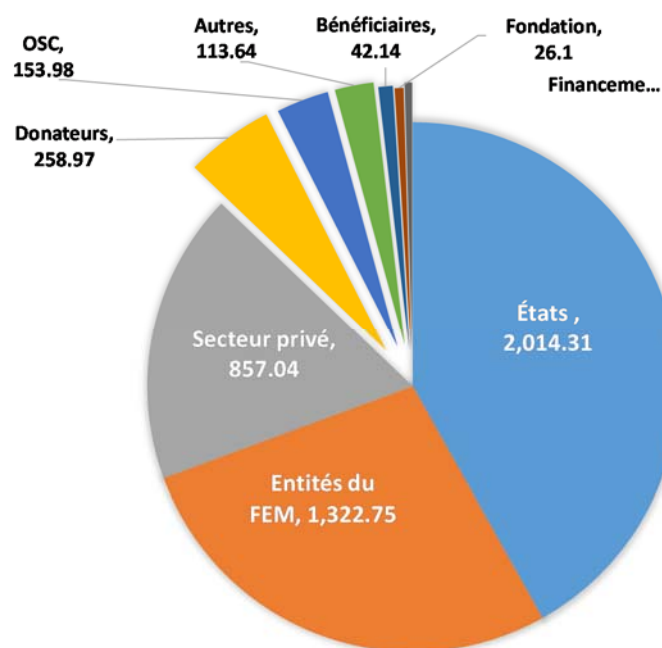


Figure 5 : Répartition du cofinancement dans le programme de travail de juin 2015, par source (millions de dollars)



COFINANCEMENT

18. La figure 5 illustre la répartition des niveaux indicatifs de cofinancement pour les projets proposés au titre de ce programme de travail, par source de financement et par domaine d'intervention. Le cofinancement lié au programme de travail proposé représente 4,81 milliards de dollars. Chaque dollar apporté par le FEM est complété par un cofinancement de 7,35 dollars en moyenne. Par ordre d'importance, les montants indicatifs de cofinancement proviennent des organismes d'État (42 %), des entités d'exécution du FEM (27 %) et des entités du secteur privé (18 %).

OBJECTIFS DE RÉSULTAT POUR LE PROGRAMME DE TRAVAIL

19. Les projets et programmes couvrent un large éventail d'innovations visant à produire des effets positifs sur l'environnement mondial au moyen des stratégies définies pour les domaines d'intervention. Au vu des cibles fixées à titre indicatif, le programme de travail devrait contribuer à produire des améliorations notables pour l'environnement mondial, notamment : a) 65,5 millions d'hectares de zones terrestres et marines feront l'objet de mesures de préservation de la biodiversité, soit 22 % de la cible fixée pour FEM-6 ; b) 41,2 millions d'hectares de zones terrestres de production seront placés sous gestion durable, soit 34 % de la cible définie pour FEM-6 ; c) un total d'émissions de 442 millions de tonnes d'équivalent CO₂ sera évité, ce qui représente 58 % de la cible pour FEM-6 ; d) l'exploitation d'au moins 8 % des pêcheries surexploitées, en volume, sera ramenée à des niveaux durables ; e) 1 680 tonnes de POP seront évacuées (3 % de la cible pour FEM-6) et f) les rejets de mercure seront réduits de 360 tonnes (36 % de la cible pour FEM-6).

ÉLÉMENTS INNOVANTS DU PROGRAMME DE TRAVAIL

20. Les éléments innovants de ce programme de travail sont conformes à la Stratégie 2020 du FEM et aux orientations fixées dans le document de programmation de FEM-6. Ce sont notamment : a) les cinq programmes-cadres axés sur les causes majeures de la dégradation environnementale, dont trois sont les approches intégrées pilotes approuvées durant la sixième reconstitution des ressources ; b) le Programme pilote sur l'utilisation d'instruments financiers autres que les aides directes, avec trois projets qui illustrent les possibilités d'engagement stratégique du FEM dans des initiatives privées visant à investir dans l'amélioration de l'état environnemental de la planète. En plus de ces interventions, le programme de travail comprend 35 projets conduits dans les différents domaines d'intervention.

PROGRAMMES -CADRES

21. Les programmes-cadres comprennent les trois approches intégrées pilotes élaborées lors du processus de reconstitution des ressources pour FEM-6 dans le but de s'attaquer aux causes majeures de la dégradation environnementale, de favoriser l'intégration et de développer les possibilités d'extrapoler l'action menée à plus grande échelle ; ainsi que deux programmes

distincts qui visent aussi à contrer les menaces pesant sur les pêcheries et la faune et la flore sauvages au niveau mondial.

A. Programmes conduits au titre des approches intégrées pilotes

22. Les approches intégrées pilotes ont été conçues pour renforcer les moyens du FEM en tant que mécanisme financier majeur et lui permettre de s'attaquer aux aspects urgents de la protection de l'environnement mondial. Alors que les stratégies du FEM sont formulées par domaine d'intervention et largement dictées par les directives spécifiques reçues au titre des conventions, les approches intégrées pilotes tirent partie des liens et recoupements entre les différents domaines d'intervention, reflétant ainsi les besoins et demandes croissants des pays bénéficiaires. De ce fait, elles permettent de s'assurer que les pays bénéficiaires sont en mesure d'honorer leurs engagements au titre de plusieurs conventions internationales ou domaines thématiques en s'attaquant aux facteurs sous-jacents de la dégradation environnementale. Les trois approches intégrées pilotes du programme de travail représentent au total 157,93 millions de dollars ou 22 % de l'enveloppe globale, et permettront de mobiliser 2,73 milliards de dollars de cofinancement avec la participation de plus de 35 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

23. Trois thématiques prioritaires ont été retenues du fait de leur importance et de leur urgence au niveau mondial ; ce sont des domaines où les ressources du FEM peuvent combler un vide majeur en contribuant à transformer et amplifier l'action menée par d'autres. Ces thématiques reflètent en outre la nécessité de replacer les enjeux écologiques planétaires dans une perspective holistique en les intégrant dans le vaste et complexe contexte des problèmes de développement. Pour relever ces défis, le FEM devra veiller à ce que les grands enjeux écologiques soient dûment pris en compte dans ce contexte élargi et devra identifier des moyens novateurs favorisant l'emploi optimal de financements concessionnels limités de manière à en multiplier les retombées et la portée. Les trois approches intégrées pilotes sont : *Chaînes d'approvisionnement en produits de base respectueuses des forêts* ; *Villes durables - Mobiliser l'action locale en faveur du patrimoine commun de l'humanité* ; et *Sécurité alimentaire pérenne et résistante aux chocs climatiques en Afrique subsaharienne*.

1) *Chaînes d'approvisionnement en produits de base respectueuses des forêts*

24. Cette approche intégrée pilote est le fruit des efforts concertés de six entités d'exécution du FEM (BID, CI, IFC/Banque mondiale, PNUD, PNUE et WWF), de leur coopération et de leur travail de planification conjointe aux côtés des pays et du vaste partenariat du FEM. Le programme a pour objet de lancer une initiative sectorielle exploitant la puissance et la réactivité des chaînes mondiales d'approvisionnement en produits de base en les associant au soutien croissant de diverses initiatives public-privé pour s'attaquer à certains des facteurs clés de déboisement dans les pays en développement. L'objectif est de transformer la production durable des principaux produits de base (viande de bœuf, huile de palme et soja) limitée à des segments de niche et à des opérations spécialisées pour l'aligner sur la norme propre à chaque chaîne

d'approvisionnement ; et de développer le rôle de la production des produits de base dans les stratégies de développement durable des pays en développement.

25. L'objectif est de saisir l'occasion de modifier les modalités de production pendant qu'il est encore temps, à savoir avant que les ressources naturelles ne soient irrémédiablement détruites. Exploiter cette possibilité suppose d'adopter une démarche intégrée pour éliminer les obstacles jalonnant les différentes chaînes d'approvisionnement durable, tout en tirant parti des synergies et effets multiplicateurs potentiels d'une approche mixte des principaux produits agricoles de base. Doté d'un financement du FEM de 40,33 millions de dollars et d'un cofinancement de 443,2 millions de dollars, le programme applique une théorie du changement fondée sur la nécessité d'établir des interventions coordonnées dans les différentes chaînes d'approvisionnement comme entre elles afin de rattacher l'aide apportée du côté de l'offre à une poussée de la demande de produits issus d'une production sans déboisement. Le programme amplifie l'action menée par les gouvernements dans les secteurs clés de production pour promouvoir le développement économique des zones rurales tout en maintenant le capital naturel. Il exploite aussi les dynamiques du secteur privé et les engagements des principaux acteurs des chaînes d'approvisionnement en produits de base, notamment les producteurs, le secteur agroalimentaire, les négociants et d'autres intervenants pour rechercher les moyens de réduire leur empreinte écologique.

26. Cette approche intégrée tient compte de la complexité, de l'ampleur et de la longueur des chaînes de valeur des matières premières et du large éventail d'interventions possibles face aux problèmes intriqués rencontrés par les acteurs de filières multiples. Dans sa structure, il reprend les priorités de la Stratégie 2020 du FEM et du document de programmation de FEM-6 et vise spécifiquement à s'attaquer aux principaux facteurs de déboisement, en exploitant et en développant les synergies entre les domaines d'intervention pour amplifier et viabiliser les effets obtenus, et en mettant à profit l'engagement du secteur privé pour développer son appui financier et renforcer l'action catalytique du FEM. Le programme permettra à la fois de focaliser les efforts et d'optimiser l'emploi des ressources du FEM pour favoriser l'adoption de meilleures pratiques et l'application de principes de durabilité dans les chaînes d'approvisionnement en produits de base. Il permettra de mobiliser les institutions financières mondiales et nationales, de stimuler la demande commerciale et de promouvoir l'instauration d'un climat porteur et l'adoption de pratiques de production durable. Grâce à cette approche, quatre des grands producteurs de produits de base (Brésil, Paraguay, Indonésie et Libéria) pourront aligner leurs interventions au titre du programme sur les initiatives en cours ou prévues pour lutter contre le déboisement induit par cette production dans un vaste ensemble d'échelles, de secteurs et d'institutions et cibler certaines zones d'activité économique pour mieux protéger l'environnement mondial.

2) Villes durables

27. L'approche intégrée pilote pour des villes durables apporte une réponse résolue et opportune à trois mégatendances à l'origine de la dégradation environnementale dans le monde : l'urbanisation, l'émergence des classes moyennes et la croissance démographique. À titre

d'exemple, plus de la moitié de la population mondiale vit en zone urbaine. En outre, la Chine s'urbanise à une vitesse et dans des proportions sans précédent et la population urbaine de ce pays pourrait atteindre le milliard d'ici 2030, soit un individu sur huit dans le monde. Les villes consomment plus des deux tiers de l'énergie mondiale et sont à l'origine de 70 % des émissions de dioxyde de carbone (CO₂). La vulnérabilité des villes aux changements climatiques est aussi très spécifique. Quatorze des 19 mégaloilles de la planète sont des ports. Avec l'élévation du niveau de la mer et l'intensification des tempêtes, elles seront exposées à des inondations côtières, à des dégâts infrastructurels et à d'autres impacts tels que la précarité de la sécurité hydrique et alimentaire. Enfin, la nécessité de répondre aux besoins de production et de consommation de la population urbaine en termes d'alimentation, d'énergie, d'eau et d'infrastructure exerce des pressions majeures sur les écosystèmes ruraux et urbains.

28. Les villes se prêtent naturellement à des solutions de gestion écosystémique intégrée. Il existe par exemple nombre d'arguments écologiques, sociaux et économiques en faveur du développement et de la gestion de forêts et d'activités agricoles en zone urbaine et périurbaine, comme autant d'éléments d'infrastructure verte, ce qui aurait des retombées positives en termes d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, de résilience, de réduction de la pollution atmosphérique et hydrique et à d'autres égards. En collaboration avec ses partenaires, le FEM s'emploie à promouvoir un développement urbain durable au moyen de modèles mieux intégrés d'urbanisme, de planification et d'aménagement des villes. Conçu de manière à valider le concept qui le sous-tend, ce programme pilote novateur contribuera à la constitution d'un solide réseau de villes qui deviendront les ambassadrices de l'urbanisme durable dans le monde, une action dont les effets positifs se feront sentir à l'échelon local et mondial. La théorie du changement adoptée dans ce programme s'inscrit dans une démarche novatrice d'aide aux efforts de planification et de mise en œuvre. Elle met notamment l'accent sur une planification inclusive et fondée sur des éléments factuels, sur une action directement conduite avec les villes et pas seulement dans les villes, l'apport d'une gamme complète de services d'appui, la promotion d'une action en réseau où les villes sont considérées comme autant d'intervenants d'un complexe tissu et l'avancement de la pérennité des villes dans le débat sur les politiques mondiales, dont les objectifs de développement durable, la prochaine Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques qui se tiendra à Paris (COP21), les initiatives climatiques en milieu urbain, la Convention des maires et les initiatives en faveur de la biodiversité des villes de l'ICLEI.

29. Cette approche intégrée pilote comprend aussi une plateforme mondiale de la coordination et du savoir qui vient chapeauter les projets urbains précités. Divers services d'appui seront apportés au travers de cette plateforme aux villes incluses dans le programme, en complément des services fournis par les entités d'exécution. La plateforme mondiale a surtout pour objet de s'assurer que cette approche intégrée pilote ne se résume pas à la somme de ses parties. Elle favorisera un brassage d'idées entre les villes participantes et les entités d'exécution et contribuera à tirer entre elles des passerelles qui faciliteront les flux d'information vers et depuis d'autres villes et des initiatives connexes destinées à promouvoir la durabilité. Elle répondra à différents besoins : production d'outils et de mesures, appui à la planification durable, gestion des connaissances, renforcement des capacités, financement de la planification durable et

création d'un mécanisme mondial permettant aux villes exclues de cette approche intégrée d'adopter des principes de planification pérenne et d'être mieux à même de participer un jour à des actions semblables.

30. Le programme de travail de cette approche intégrée pilote est le fruit d'une intense action de sensibilisation et de multiples consultations avec une large gamme d'intervenants. Outre les pays et les entités d'exécution du FEM, l'équipe responsable a noué de solides relations avec l'ICLEI, le réseau C-40, l'Institut mondial des ressources naturelles, le WCCD, ONU-Habitat, la Fondation Rockefeller, Philips Lighting, Siemens Infrastructure and Cities, et d'autres. Le programme de travail prévu dans ce cadre peut ainsi tirer le plein profit de la dynamique qui anime tous les intervenants, ce qui a d'ailleurs permis de mobiliser un cofinancement notable à hauteur de 1 479 millions de dollars.

31. Le financement du FEM, soit 137,82 millions de dollars, allocations pour frais comprises, vise 24 villes dans 11 pays (Afrique du Sud, Brésil, Chine, Côte-d'Ivoire, Inde, Malaisie, Mexique, Paraguay, Pérou, Sénégal et Viet Nam), et comprend 92,69 millions de dollars provenant de l'allocation individuelle de ces pays au titre du STAR. L'investissement couvre tous les aspects d'une urbanisation pérenne : accès aux services tels que les transports publics, approvisionnement en eau potable, constructions vertes pour atténuer les émissions de gaz à effet de serre et la pollution atmosphérique, utilisation rationnelle des ressources, gestion des substances chimiques et des déchets, gestion écosystémique, diversité biologique et résistance aux chocs climatiques. En ce sens, cet investissement préservera les biens collectifs mondiaux tout en répondant à de multiples besoins locaux et nationaux. Cette approche intégrée pilote a été mise au point par un groupe de huit organisations (BAD, BAfD, Banque mondiale, BID, DBSA, ONUDI, PNUD, PNUE), qui sont les entités d'exécution des projets prévus dans ce cadre tandis que la Banque mondiale sera l'organisme chef de file du programme dans son ensemble.

3) Sécurité alimentaire pérenne et résistante aux chocs climatiques en Afrique subsaharienne

32. Cette approche intégrée pilote apporte une réponse vigoureuse aux pressions croissantes appelant à transformer l'agriculture africaine pour intensifier la production et utiliser des variétés à haut rendement, ce qui risque de mettre en péril la pérennité du capital naturel — sols, eau, arbres et ressources génétiques — qui sous-tend la sécurité alimentaire et nutritionnelle. On mettra l'accent sur le nécessaire renforcement de la viabilité et de la résistance des systèmes agroécologiques en comblant le fossé entre les pratiques agricoles traditionnelles et modernes au moyen d'une approche holistique de la gestion du capital naturel dans la petite agriculture qui représente plus de 70 % de la production agricole d'Afrique subsaharienne.

33. Selon la théorie du changement qui sous-tend ce programme, en intégrant convenablement les priorités environnementales à leur échelle, les petits exploitants des zones arides d'Afrique subsaharienne seront mieux à même de garantir la pérennité et la résilience des systèmes de production et d'assurer leur sécurité alimentaire. Cette vision est conforme à l'engagement pris par les pays dans le cadre du Programme intégré pour le développement de

l'agriculture en Afrique de l'Union africaine, et sera étayée par un partenariat de haut niveau entre les partenaires du développement, le secteur privé, les fondations et les organisations communautaires. Elle est aussi conforme aux priorités définies par les 12 pays du Sahel, d'Afrique orientale, de la Corne de l'Afrique et d'Afrique australe qui participeront au programme. Ces régions arides et semi-arides bénéficieront pleinement des bonnes pratiques favorisant la durabilité et la résilience, notamment la conservation des sols et de l'eau, la diversification des terres agricoles et la gestion intégrée des cultures et des élevages.

34. Cette approche intégrée pilote est innovante dans trois composantes essentielles : a) création et/ou renforcement des cadres institutionnels afin de promouvoir des approches intégrées dans la petite agriculture ; b) expansion des interventions favorisant la durabilité et la résilience ; et c) promotion de mesures efficaces de suivi et d'évaluation des services écosystémiques et des effets positifs sur l'environnement mondial au moyen d'outils et de pratiques novateurs. Les pays pourront ainsi aligner cette approche intégrée pilote sur les initiatives existantes ou prévues pour répondre aux besoins de sécurité alimentaire à de multiples niveaux, secteurs et institutions tout en ciblant parallèlement des systèmes agroécologiques spécifiques afin de produire des effets positifs sur l'environnement mondial.

35. Le financement alloué par le FEM à ce programme tient compte des priorités des 12 pays participants (Burkina Faso, Burundi, Éthiopie, Ghana, Malawi, Niger, Nigéria, Ouganda, Kenya, Sénégal, Swaziland et Tanzanie), surtout pour ce qui est des investissements de base destinés à répondre aux besoins des petits agriculteurs. Le financement du FEM s'élève à 106,5 millions de dollars, dont 57 millions de dollars proviennent de l'allocation individuelle de ces pays au titre du STAR, tandis que le cofinancement (États, organismes de développement, fondations, organisations internationales et secteur privé) représente au total 805,36 millions de dollars. Le FIDA est l'organisme chef de file du programme dont les projets seront exécutés par sept entités (Banque mondiale, CI, FAO, FIDA, ONUDI, PNUD et PNUE). Tous ces projets seront alignés sur le cadre proposé dans cette approche intégrée pilote et illustreront des priorités spécifiques visant à pérenniser la sécurité alimentaire en développant la résilience.

36. Dans cette approche intégrée pilote, les projets réalisés dans les différents pays seront complétés par des investissements intersectoriels régionaux et des activités et interventions qui transcenderont les frontières nationales en s'attaquant à des priorités communes aux régions concernées. Elles prendront diverses formes : engagement au niveau politique (par exemple dans le cadre de l'Union africaine et des organes sous-régionaux) ; formation et renforcement des capacités dans des thématiques particulières ; emploi d'outils d'analyse en vue du suivi régional ; et plateformes de partage des connaissances visant à favoriser les apprentissages, la synthèse et la diffusion de l'information.

B. Le Programme mondial de l'Initiative pour la pêche côtière

37. Dans le contexte de la sixième reconstitution des ressources et conformément à la Stratégie 2020 du FEM, l'Initiative pour la pêche côtière est proposée ici pour promouvoir et piloter des processus holistiques et des approches intégrées contribuant à la gestion durable des

pêcheries côtières. Elle part du constat que la viabilité environnementale, économique et sociale de la pêche côtière ne pourra advenir sans une amélioration de la gouvernance sectorielle et sans une gestion efficace. L'amélioration de la gouvernance passe par trois axes : incitations appropriées dans la chaîne de valeur, gestion holistique et existence d'un cadre politique et institutionnel porteur.

38. La FAO sera l'organisation chef de file de cette initiative dont la mise en œuvre s'inscrira dans un programme cohérent auquel sont associées cinq autres entités d'exécution (Banque mondiale, CI, PNUD, PNUE et WWF). L'initiative proposée résulte d'un processus de consultations menées sur une période de sept mois auprès des principaux donateurs, des intervenants de la chaîne d'approvisionnement et des OSC. En associant des actions nationales et sous-régionales et grâce à un mécanisme innovant de financements non remboursables, l'Initiative pour la pêche côtière aidera à promouvoir la pêche durable dans le monde en la rattachant à une large gamme d'outils et de moyens de financement.

39. Ce programme absorbe un financement du FEM de 33,7 millions de dollars et sera complété par 201,5 millions de dollars de cofinancement mobilisés auprès des entités d'exécution, des gouvernements nationaux, des OSC, des fondations et du secteur privé. Il vise six pays — Indonésie, Cap-Vert, Sénégal, Côte d'Ivoire, Pérou et Équateur — qui se sont déclarés particulièrement intéressés par cette initiative. Ces pays illustrent différentes dimensions des problèmes rencontrés dans la pêche côtière sur trois continents. Leurs pêcheries revêtent une importance mondiale et ils sont tous en quête de moyens pour viabiliser la pêche qui nourrit les communautés locales et contribue largement à l'économie nationale et régionale.

40. Le programme permettra d'accélérer les processus de réforme dans les pays participants, influencera indirectement les processus internationaux en regroupant des organisations internationales clés pour la conservation et la pêche côtière, et favorisera l'adoption d'approches adaptées et mieux intégrées par les entreprises de pêche. L'Initiative pour la pêche côtière viendra étayer les systèmes novateurs d'incitation commerciale pour maintenir ou réduire le niveau des captures, favorisera la mise en place de processus décisionnels associant les pêcheurs et les autres intervenants du secteur et fournira aux gouvernements de solides indicateurs de performance halieutique pour promouvoir des décisions propices à la gestion durable des stocks.

41. Au plan des effets positifs sur l'environnement mondial, citons la sauvegarde d'écosystèmes côtiers d'importance mondiale (telles que les récifs coralliens, les herbiers et les mangroves) et la préservation de la diversité spécifique et génétique des ressources halieutiques côtières. Il a souvent été démontré que la dégradation des pêcheries côtières était corrélée à l'intensification des pressions exercées sur la biodiversité terrestre ; les retombées positives de cette initiative sur les pêcheries côtières pourraient donc s'accompagner d'une réduction des menaces pesant sur la diversité biologique terrestre. Par ailleurs, étant donné que les producteurs de biomasse marine primaire contribuent à la fixation et au stockage du carbone, une gestion avisée des pêcheries côtières contribuera largement au piégeage des gaz à effet de serre.

C. Partenariat mondial pour la préservation de la faune et de la flore sauvages, la prévention du crime lié aux espèces sauvages et le développement durable

42. Ce programme a pour objet d'appuyer l'action internationale engagée pour mettre un terme à la crise environnementale et sociale découlant du braconnage et du trafic illicite d'espèces sauvages entre l'Afrique et l'Asie. Il puise dans les ressources allouées à la biodiversité, à la dégradation des sols, aux changements climatiques et à la gestion durable des forêts, rassemblant ainsi un financement de 90,38 millions de dollars qui permettra de mobiliser 513,13 millions de dollars de cofinancement. Les pays participants sont à la fois des pays africains (Botswana, Cameroun, Éthiopie, Gabon, Kenya, Mozambique, République démocratique du Congo, Tanzanie et Zambie) et des pays asiatiques (Indonésie et Inde, à confirmer). La Banque mondiale sera l'organisme chef de file et des projets seront présentés au titre de ce programme par la Banque mondiale et le PNUD. À l'avenir, il pourrait inclure des projets réalisés dans d'autres pays par la Banque mondiale, le PNUD, le PNUE, l'UICN, le WWF et la BASD.

43. Le braconnage et le trafic illicite d'espèces sauvages ont atteint des niveaux sans précédent et menacent les populations de nombreuses espèces charismatiques telles que l'éléphant d'Afrique, le rhinocéros, le tigre et le pangolin. En 2014, plus de 25 000 éléphants ont été massacrés pour leur ivoire et plus de deux rhinocéros ont été abattus chaque jour. Le braconnage est poussé par la demande croissante de produits issus de la faune sauvage, notamment dans les pays d'Asie et d'Asie du Sud-Est qui connaissent une expansion rapide. Selon les estimations, le trafic illicite représenterait en valeur annuelle entre 5 et 20 milliards de dollars, ce qui place la criminalité liée aux espèces sauvages au quatrième rang du commerce illégal après les stupéfiants, les êtres humains et les armements. Déterminante en soi, la demande alimente le massacre d'animaux à l'échelle industrielle tandis que sur le terrain, le braconnage résulte de facteurs divers tels que la pauvreté, la non application des lois, la corruption et l'instabilité politique. Ce programme vise à promouvoir la préservation de la faune sauvage, à prévenir le crime contre la vie animale et à favoriser un développement durable propice à la préservation des espèces sauvages afin de réduire les impacts du braconnage et du trafic illicite sur les espèces que l'on sait menacées.

44. En plus de mettre un terme au braconnage, au trafic illicite et à la demande d'espèces sauvages et de produits dérivés, le programme vise à créer les conditions nécessaires pour sécuriser les habitats de ces animaux afin qu'ils puissent y vivre en toute liberté et à fournir aux communautés locales des moyens de tirer parti de la vie sauvage. La protection des habitats (notamment les forêts à canopée fermée et les savanes) et des moyens de subsistance des communautés locales (essentiellement des pasteurs et de petits agriculteurs) aura aussi des retombées positives sur l'environnement mondial, dont la réduction des émissions de CO₂ à raison de millions de tonnes et la mise en place d'une gestion durable des sols sur des millions d'hectares. Bien que certains membres des communautés locales tirent de leurs activités illicites de petits gains sans lendemain, le déclin des populations sauvages aura à long terme des incidences néfastes pour les communautés locales qui ne pourront plus compter dans la même

mesure sur la chasse vivrière, le tourisme fondé sur la consommation (chasse aux trophées) et le tourisme respectueux de la nature (chasseurs d'images).

45. Plusieurs initiatives ont été engagées pour endiguer la crise actuelle du braconnage et du trafic illicite d'espèces sauvages, mais le programme du FEM sera l'action la plus vaste et la plus complète jamais menée pour protéger des espèces spécifiques et leurs habitats au moyen d'un ensemble d'investissements qui permettront de s'attaquer au problème et de rechercher des solutions à court et à long terme dans les pays sources, les pays de transit et les pays demandeurs. Avec la collaboration d'autres donateurs et programmes clés, les entités d'exécution du FEM travailleront côte à côte dans le cadre d'une démarche coordonnée pour modifier les conditions qui donnent naissance à la criminalité liée aux espèces sauvages et faire en sorte que les risques l'emportent sur les avantages potentiels.

PROJETS

46. Les 35 projets de ce programme de travail se caractérisent par une large gamme d'éléments novateurs inspirés par la Stratégie 2020 du FEM et les orientations fournies dans le document de programmation pour FEM-6. Ces innovations visent notamment à stimuler le développement des énergies renouvelables, gérer les risques chimiques pour la santé humaine, réduire l'utilisation de mercure dans la fabrication, favoriser la prise en compte systématique de la biodiversité au travers de la comptabilisation du capital naturel et promouvoir l'adoption de pratiques agricoles à l'épreuve du climat. En outre, certains projets contribueront à promouvoir des approches intégrées pour retirer des effets positifs multiples des forêts et des paysages forestiers au moyen d'un large éventail d'interventions destinées à maintenir, gérer et restaurer les forêts et les écosystèmes forestiers et à promouvoir le rôle des forêts dans les plans nationaux et locaux de développement durable. Quelques projets sont présentés ci-après à titre d'exemple pour illustrer certaines de ces innovations.

A. Projets intersectoriels

47. En Indonésie, le projet PNUD/FEM intitulé *Renforcement de la planification et de la gestion des zones forestières à Kalimantan* propose l'adoption d'une trajectoire de développement durable pour sauvegarder la biodiversité d'importance mondiale de Kalimantan. L'objectif est d'aider l'Indonésie à privilégier une croissance économique résiliente et sobre en carbone qui investit dans le capital naturel et le valorise tout en appuyant les objectifs d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. Pour atteindre cette vision d'un développement vert, l'un des grands axes d'intervention consistera à implanter les plantations de palmiers à huile sur des sites mieux choisis et à améliorer la planification et la gestion des paysages forestiers. Ce projet a été conçu pour s'inscrire dans le droit-fil de l'approche intégrée pilote sur les produits de base. Surtout, il s'attaque à des questions déterminantes pour le succès de cette approche dans ce pays qui est le premier producteur mondial d'huile de palme et où l'intensité du déboisement est directement corrélée à l'expansion des plantations. La coordination entre ce projet et l'approche intégrée, notamment la composante pilote en Indonésie, est donc un élément majeur de la conception du projet.

48. Le projet BAFD/FEM *Développement durable du bassin du Lac Tanganyika* vise à améliorer la gestion de cet important bassin lacustre en Zambie. À ce titre, un appui sera apporté aux communautés locales pour créer des débouchés économiques fondés sur des activités rémunératrices différentes qui favorisent la gestion durable des sols, de la vie sauvage, des forêts et des pêcheries. Ces interventions réduiront les pressions exercées sur les pêcheries d'importance économique et l'utilisation directe des ressources forestières du bassin hydrographique. L'aide fournie aux communautés visera aussi à améliorer l'aménagement du bassin par une meilleure gestion agricole et forestière et par la mise en place d'ouvrages de lutte contre l'érosion pour préserver et maintenir les multiples services écosystémiques et habitats essentiels pour la faune sauvage.

49. Le projet Banque mondiale/FEM *Gestion durable des forêts et des sols en République kirghize* s'inscrit dans le contexte de la réforme du secteur forestier engagée dans le pays pour promouvoir une démarche écosystémique visant à améliorer la gestion des zones placées sous le contrôle des leskhoz, dont les terres boisées, les pâturages et les terres marginales d'altitude. À cet effet, le projet contribuera à la réforme des institutions et au renforcement des capacités, à l'introduction de la planification et de la gestion participative au niveau des leskhoz et à la mise en œuvre de ces plans à l'échelle voulue. En prolongeant des actions précédemment soutenues par différents donateurs bilatéraux et multilatéraux, il se révélera d'une importance critique en raison de l'ampleur des ressources nécessaires à l'exécution d'une réforme significative du secteur forestier. Enfin, la gestion durable des ressources naturelles et l'amélioration des moyens de subsistance des communautés qui en dépendent contribueront à réduire l'extrême vulnérabilité de ce pays aux effets du changement climatique.

B. Projets relevant d'un seul domaine d'intervention

50. Le projet BAD/FEM *Développement du secteur de l'énergie renouvelable aux Îles Cook* vise à piloter et financer des technologies à faible intensité de carbone et des solutions pour l'atténuation du changement climatique. Poursuivant l'action précédemment financée par le FEM, il innove en la rattachant au premier prêt accordé par la BAD au secteur de l'énergie des Îles Cook, ce qui a permis de mobiliser d'importants cofinancements. Il devrait stimuler l'investissement dans le photovoltaïque solaire, ce qui pourrait permettre à terme de satisfaire 90 % de la demande d'électricité. Sa mise en œuvre se traduira en outre par une réduction des émissions directes et indirectes de l'ordre de 366 000 tonnes d'équivalent CO₂ sur dix ans.

51. Le projet régional PNUE/FEM *Observatoires intégrés de la santé et de l'environnement et renforcement juridique et institutionnel en vue de la gestion rationnelle des substances chimiques* a pour objet de mettre en place un prototype d'observatoire national intégré de la santé et de l'environnement en Afrique. Ce prototype reposera sur un ensemble minimum d'indicateurs qui permettra d'agréger les données et de diffuser en temps opportun des informations fondées sur des éléments factuels pour prévoir, prévenir et réduire les risques pesant sur la santé humaine et l'environnement du fait des substances chimiques. Les observatoires seront établis dans des institutions existantes et donneront lieu à : une première évaluation des capacités ; l'identification et la hiérarchisation des produits chimiques, des

déchets et des problèmes de pollution justifiant une action immédiate ; la définition d'indicateurs de progrès pour mesurer les avancées de la gestion rationnelle des substances chimiques et des déchets ; l'évaluation des besoins institutionnels/juridiques et des besoins de renforcement des capacités ; et l'identification des activités prioritaires dans ce dernier domaine. Des interventions pilotes seront engagées à titre prioritaire pour éliminer les risques majeurs liés à des déchets tels que les POP, les pesticides très dangereux, les PCB, les déchets électroniques, les retardateurs de flamme comme les PBDE et les composants apparentés utilisés dans le secteur du textile et des matériaux de construction, à certains produits contenant des déchets de mercure à recenser au niveau national et la réduction des risques liés au recyclage des batteries au plomb et à l'acide.

52. En Chine, le projet ONUDI/FEM *Pilotage des mesures visant à réduire et minimiser l'utilisation de mercure dans la production de chlorure de vinyle monomère* a pour objectif de réduire la production et l'utilisation de mercure de 50 % par tonne de chlorure de vinyle monomère (VCM) d'ici 2020, d'où une réduction de 360 tonnes du mercure utilisé dans l'industrie du PVC. Pour ce faire, il faudra optimiser la production actuelle pour atteindre un taux de récupération de mercure de 90 % dans les processus de production, et promouvoir les catalyseurs sans mercure et leur essai expérimental avant commercialisation. Le projet viendra promouvoir le transfert de technologie et l'investissement dans l'application généralisée des meilleures techniques disponibles/meilleures pratiques environnementales. Il montrera ainsi l'accessibilité de ces technologies et contribuera à lever les obstacles commerciaux à leur application dans l'industrie. À l'heure actuelle, les petits producteurs de PVC hésitent à adopter les processus de fabrication à faible teneur en mercure qu'ils considèrent coûteux et incertains d'un point de vue technique. Un modèle de partenariat public-privé sera présenté dans le cadre du projet pour favoriser une large gamme d'échanges et de modalités de coopération au niveau national et international (notamment entre les producteurs de VCM et de catalyseurs, les universités et diverses entités publiques comme les ministères de la protection environnementale, de l'industrie et des technologies de l'information.

53. Le projet DBSA/FEM *Engendrer des effets positifs sur la biodiversité en finançant le développement des bassins hydrographiques d'importance majeure* vise à mettre au point des incitations politiques pour développer les capacités et favoriser ainsi la prise en compte systématique de la biodiversité et des valeurs écosystémiques dans les plans de développement de niveau national, régional et local et l'application de ces concepts aux priorités identifiées. À l'échelon national, le projet fournira un ensemble d'outils et de moyens pour établir la valeur économique des ressources en eau et son intégration dans les décisions de gestion des ressources naturelles. L'objectif est de générer un flux viable de recettes fondé sur les ventes d'eau dans les zones urbaines et les exploitations agricoles irriguées, de financer ainsi une action permanente de restauration et de préservation de la biodiversité dans les bassins hydrographiques et de faire reconnaître la nécessité d'éliminer les externalités dans la tarification de l'eau. À l'échelon local, le projet favorisera l'application de mécanismes financiers pour recouvrer les coûts de réhabilitation des écosystèmes sur les économies d'eau en zone urbaine et la réalisation d'ouvrages dans le bassin hydrographique de Berg (qui alimente Port Elizabeth) et les bassins de Kouga et Kromme (pour Le Cap). Ce projet sera rattaché à l'Initiative pour le financement de la biodiversité (BIOFIN) dont l'Afrique du Sud est membre, et mettra à profit les ressources

documentaires et l'expérience acquise dans le cadre du Partenariat mondial pour la comptabilisation du patrimoine et la valorisation des services écosystémiques (WAVES). Ce projet se prête très bien à une mise en œuvre à plus grande échelle, car sa méthodologie peut être aisément transposée à tous les bassins hydrographiques présentant des possibilités de gestion des infrastructures naturelles, en Afrique du Sud comme dans le reste de la région. Le FEM est sollicité à hauteur de 10,6 millions de dollars, pour un cofinancement de 48,1 millions de dollars.

54. Le projet FIDA/FEM *Gestion durable des sols en vue de l'accroissement de la productivité en Arménie* a pour objet de s'attaquer à des pratiques agricoles non viables ainsi qu'à la dégradation et à l'abandon d'une grande part des systèmes d'irrigation datant de l'ère soviétique qui ne sont pas adaptés à la petite agriculture et sont des causes majeures de dégradation environnementale. Le projet proposé vise à introduire des pratiques de gestion agricole à l'épreuve du climat et des mesures de lutte contre l'érosion des sols pour améliorer la productivité de la petite agriculture et développer les cultures de rente à forte valeur chez les petits exploitants. Il a aussi pour objet de promouvoir des pratiques et des technologies innovantes pour diffuser les principes de l'agriculture de conservation et viabiliser la production agricole tout en améliorant l'état des sols et leur teneur en eau. La viabilité du projet est garantie par l'autonomisation des petits exploitants et leur pleine participation aux diverses composantes du projet. Le programme de sensibilisation et de renforcement des capacités sera centré sur les petits agriculteurs qui seront les principaux bénéficiaires de l'amélioration de la production/valorisation et de l'apport de nouvelles technologies.

C. Projets relevant du Programme pilote sur l'utilisation d'instruments financiers autres que les aides directes

55. Le programme de travail comprend trois propositions novatrices qui ont été sélectionnées parmi plus de 20 idées de projet soumises en réponse à l'appel à propositions pour ce Programme pilote. Les trois propositions portent sur des aspects prioritaires des domaines d'intervention « dégradation des sols », « diversité biologique » et « atténuation du changement climatique » et visent à rallier à l'action prévue des partenaires privés d'Afrique et d'Amérique latine. Elles absorbent au total 37,7 millions de dollars des ressources du Programme pilote, et ont déjà permis de mobiliser 289 millions de dollars de cofinancement, un montant qui devrait augmenter car d'autres investisseurs ont été sollicités pendant la phase de préparation du projet (tableau 4). L'un des projets est présenté par la Banque de développement d'Afrique du Sud (DBSA), l'une des nouvelles entités d'exécution du FEM. Le tableau ci-après montre un cofinancement d'envergure alors même que les approches proposées sont particulièrement innovantes dans la façon dont les modèles financiers sont appliqués aux objectifs des projets.

Tableau 4. Ressources demandées au titre du Programme pilote sur l'utilisation d'instruments financiers autres que les aides directes dans le programme de travail de juin 2015

Entité : Proposition	Région	Domaine d'intervention	Financement FEM (millions de dollars)	Cofinancement (millions de dollars)	Effets positifs estimés sur l'environnement mondial
BAfD Fonds Moringa pour l'agroforesterie en Afrique	Afrique (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Kenya, Mali, Tanzanie, Zambie, Congo RD)	LD	12,0	51,0	<ul style="list-style-type: none"> • 200 000 hectares faisant l'objet d'une gestion durable des sols • 9,5 millions de tonnes d'équivalent CO₂ évités ou piégés
BID Investissement d'impact à l'appui de l'application du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages découlant de leur utilisation	Amérique latine et Caraïbes	BD	10,0	48,0	<ul style="list-style-type: none"> • 100 000 hectares faisant l'objet d'une meilleure gestion des paysages terrestres et marins • 800 000 hectares faisant l'objet d'une gestion durable des sols • 2 bassins hydrographiques
DBSA Fonds de participation pour les passations de marché des producteurs indépendants d'électricité porteurs de petits projets	Afrique du Sud	CC	15,0	190,0	<ul style="list-style-type: none"> • 5 millions de tonnes d'équivalent CO₂ évités

56. En plus de ces projets, un projet de moyenne envergure a été approuvé avec la Banque mondiale en novembre 2014 au profit du mécanisme international pour la maîtrise énergétique de l'éclairage (iLEF) avec un financement du FEM de 1,3 million de dollars. Sur la dotation initiale du Programme pilote, soit 110 millions de dollars, il reste donc un montant de 67,6 millions de dollars. Les propositions qui n'ont pas été approuvées pour ce programme de travail pourront être de nouveau présentées par les entités d'exécution, aux côtés d'autres propositions, en vue des futurs programmes de travail.

57. Le projet *Fonds Moringa pour l'agroforesterie en Afrique* (BAfD) aidera à promouvoir la gestion durable des sols dans les zones d'activité économique de sept pays : Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Kenya, Mali, Tanzanie, Zambie et Congo RD. Il contribuera plus particulièrement à

développer l'investissement dans l'agroforesterie pour préserver la biodiversité et réduire la dégradation des sols et des forêts. Les fonds seront investis dans cinq ou six projets d'agroforesterie adaptables et transposables à l'échelle, qui associeront les plantations forestières à des activités agricoles afin de tirer le plein profit de la chaîne de valeur. Dans le cadre du Programme pilote, le FEM devrait obtenir un rendement ajusté du risque de l'ordre de 6 % en plus de son capital. Les remboursements à la Caisse du FEM seront confirmés au moment de l'approbation par la DG, mais devraient débiter rapidement après l'achèvement du projet, pour un remboursement total sous 12 ans. Le projet cible également 79 000 hectares où les espèces importantes de biodiversité et les biens et services écosystémiques seront maintenus, et plus de 200 000 hectares de systèmes de production où les sols et les forêts feront l'objet d'une gestion durable, ce qui devrait réduire les émissions de gaz à effet de serre de 9,5 millions de tonnes d'équivalent CO₂.

58. Le projet *Investissement d'impact à l'appui de l'application du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages découlant de leur utilisation* (BID) appuiera les petites et moyennes entreprises (PME) d'Amérique latine et des Caraïbes qui s'attachent à appliquer le Protocole de Nagoya. Il centrera son action sur 20 PME intervenant dans la production et la valorisation des ressources génétiques au moyen de travaux de recherche-développement, ou qui font partie de chaînes de valeur rattachant les utilisateurs et les producteurs de ces ressources génétiques. L'investissement facilitera le développement des capacités de valorisation des ressources génétiques ou de commercialisation de produits à valeur ajoutée, en faisant efficacement le lien entre les utilisateurs et les producteurs. Le projet s'appuiera sur l'expérience de l'Union pour le commerce biologique éthique (UEBT). Le FEM investira 10 millions de dollars au titre du Programme et devrait obtenir un rendement ajusté du risque de 13 à 15 % en plus de son capital. Les remboursements à la Caisse du FEM seront confirmés au moment de l'approbation par la DG, mais devraient débiter rapidement après l'achèvement du projet, pour un remboursement total sous dix ans. Le projet devrait contribuer à l'amélioration de la gestion des paysages terrestres et marins dans une zone de 100 000 hectares ; l'introduction d'une gestion durable des sols sur 800 000 hectares, l'amélioration de la sécurité hydrique, alimentaire et écosystémique et la gestion combinée des eaux de surface et des nappes souterraines dans deux bassins hydrographiques.

59. Le projet *Fonds de participation pour les passations de marché des producteurs indépendants d'électricité porteurs de petits projets* (DBSA) vise à soutenir les efforts engagés par l'Afrique du Sud pour promouvoir les énergies renouvelables auprès des petits producteurs et des producteurs indépendants d'électricité. Ce projet sera le premier du genre en Afrique du Sud et reposera sur la création de plusieurs dispositifs innovants — un fonds de créances, un fonds de participation financé par le FEM et une plateforme de titrisation — qui visent à répartir les risques entre les partenaires. Au titre du Programme pilote, le FEM devrait obtenir un rendement ajusté du risque de 6 % en plus de son capital. Les remboursements à la Caisse du FEM seront confirmés au moment de l'approbation par la DG, mais devraient débiter rapidement après l'achèvement du projet, pour un remboursement total sous quinze ans. Les investissements proposés se traduiront par la production de près de 100MW à partir de sources renouvelables, ce qui réduira les émissions annuelles d'environ 260 000 tonnes d'équivalent CO₂, soit quelque

5 millions de dollars d'équivalent CO₂ sur les 20 années de durée de vie utile prévues en moyenne pour ce projet.

RESUME DES FICHES D'IDENTITE DE PROJET (FIP) ET DES PROGRAMMES-CADRES DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE JUIN 2015²

Programmes-cadres

1. **Programme mondial (Afrique du Sud, Brésil, Côte d'Ivoire, Chine, Inde, Mexique, Malaisie, Paraguay, Pérou, Sénégal et Viet Nam) : APPROCHE INTÉGRÉE PILOTE** Villes durables) (Chef de file : Banque mondiale ; BAD, BAfD, BID, DBSA, ONUDI, PNUD, PNUE) (Financement du FEM : 137.822.072 dollars) (ID FEM 9077)
2. **Programme mondial (Brésil, Indonésie, Libéria, Paraguay) : APPROCHE INTÉGRÉE PILOTE** : Chaînes d'approvisionnement en produits de base respectueuses des forêts (Chef de file : PNUD ; Banque mondiale, BID, CI, PNUE, WWF-US) (Financement du FEM : 40.332.518 dollars) (ID FEM 9072)
3. **Programme mondial (Côte d'Ivoire, Cap-Vert, Équateur, Indonésie, Pérou, Sénégal) : Initiative pour la pêche côtière (PROGRAMME)** (Chef de file : FAO ; Banque mondiale, CI, PNUD, PNUE, WWF-US) (Financement du FEM : 33.731.193 dollars) (ID FEM 9060)
4. **Programme mondial (Botswana, Cameroun, Congo RD, Éthiopie, Gabon, Indonésie, Inde, Kenya, Mozambique, Tanzanie, Zambie) : Partenariat mondial pour la préservation de la faune et de la flore sauvages, la prévention du crime lié aux espèces sauvages et le développement durable (PROGRAMME)** (Chef de file : Banque mondiale, BAD, PNUD, PNUE, UICN, WWF-US) (Financement du FEM : 90.377.470 dollars) (ID FEM 9071)
5. **Programme régional (Burkina Faso, Burundi, Éthiopie, Ghana, Kenya, Malawi, Niger, Nigéria, Ouganda, Sénégal, Swaziland, Tanzanie) : APPROCHE INTÉGRÉE PILOTE** Sécurité alimentaire pérenne et résistante aux chocs climatiques en Afrique subsaharienne (Chef de file : FIDA ; Banque mondiale, CI, FAO, ONUDI, PNUD, PNUE) (Financement du FEM : 106.359.290 dollars) (ID FEM 9070)

Projets intersectoriels

6. **Projet régional (Kazakhstan, Ouzbékistan, République kirghize, Tadjikistan, Turkménistan, Turquie) : Gestion intégrée des ressources naturelles dans les systèmes de production agricole des zones salinisées et sujettes à la sécheresse en Asie centrale et en Turquie (CACILM2)** (FAO) (Financement du FEM : 10.981.815 dollars) (ID FEM 9094)

² Des informations financières détaillées sur les FIP proposées au titre de ce programme de travail sont présentées à l'annexe A.

7. **Biélarus** : Gestion des forêts et des zones humides axée sur la conservation en vue de l'obtention d'avantages multiples (PNUD) (Financement du FEM : 4.263.561 dollars) (ID FEM 7993)
8. **Tchad** : Renforcement de la résilience des communautés rurales du Tchad pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (BAfD) (Financement du FEM : 5.329.452 dollars) (ID FEM9050)
9. **Costa Rica** : Programme de microfinancements – Sixième phase d'opérations (PNUD) (Financement du FEM : 2.319.635 dollars) (ID FEM 9088)
10. Équateur : Développement durable de l'Amazonie équatorienne : Gestion intégrée des paysages forestiers à utilisations multiples et des forêts à haute valeur de conservation (PNUD) (Financement du FEM : 12.462.550 dollars) (ID FEM 9055)
11. **Égypte** : Programme de microfinancements – Sixième phase d'opérations (PNUD) (Financement du FEM : 2.913.241 dollars) (ID FEM 6956)
12. **Indonésie** : Programme de microfinancements – Sixième phase d'opérations (PNUD) (Financement du FEM : 3.561.643 dollars) (ID FEM 9086)
13. Indonésie : Renforcement de la planification et de la gestion des zones forestières à Kalimantan (PNUD) (Financement du FEM : 9.000.000) (ID FEM 6965)
14. **République kirghize** : Préservation de la biodiversité d'importance mondiale, association des ressources terrestres et forestières des écosystèmes forestiers dans l'ouest du massif du Tian Shan et appui à l'adoption de moyens de subsistance durables (PNUD) (Financement du FEM : 3.988.575 dollars) (ID FEM 6958)
15. **République kirghize** : Gestion durable des forêts et des sols (Banque mondiale) (Financement du FEM : 4.109.589 dollars) (ID FEM 9037)
16. **Myanmar** : De la crête au récif : Gestion intégrée des zones terrestres et marines protégées de Tanintharyi (PNUD) (Financement du FEM : 5.250.000 dollars) (ID FEM 6992)
17. **Pérou** : Programme de microfinancements – Sixième phase d'opérations (PNUD) (Financement du FEM : 3.196.672 dollars) (ID FEM 9044)
18. **Sri Lanka** : Programme de microfinancements – Sixième phase d'opérations (PNUD) (Financement du FEM : 2.497.078 dollars) (ID FEM 9093)

19. **Ouzbékistan** : Gestion durable des ressources naturelles et des forêts des zones de montagne abritant une biodiversité d'importance mondiale (PNUD) (Financement du FEM : 6.209.863 dollars) (ID FEM 8031)
20. **Zambie** : Développement durable du bassin du Lac Tanganyika (BAfD) (Financement du FEM : 7.334.247 dollars) (ID FEM 8021)

Projets relevant d'un seul domaine d'intervention

Diversité biologique

21. **Fidji** : Renforcement des capacités de lutte contre les espèces exotiques envahissantes pour améliorer les chances de survie à long terme des espèces terrestres endémiques et menacées de l'île de Taveuni et des îlots adjacents (PNUD) (Financement du FEM : 3.502.968 dollars) (ID FEM 9095)
22. **Pérou** : Application effective des dispositions relatives à l'accès et au partage des avantages et au régime sur les connaissances traditionnelles conformément aux Protocole de Nagoya (PNUE) (Financement du FEM : 2.190.000 dollars) (ID FEM 8025)
23. **Afrique du Sud** : Engendrer des effets positifs sur la biodiversité en finançant le développement des bassins hydrographiques d'importance majeure (DBSA) (Financement du FEM : 7.201.835 dollars) (ID FEM 9073)

Substances chimiques et déchets

24. **Projet régional (Éthiopie, Gabon, Kenya, Madagascar, Mali, Sénégal, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe)** : Observatoires intégrés de la santé et de l'environnement et renforcement juridique et institutionnel en vue de la gestion rationnelle des substances chimiques en Afrique (PNUE) (Financement du FEM : 10.500.000 dollars) (ID FEM 9080)
25. **Chine** : Pilotage de mesures visant à réduire et minimiser l'utilisation de mercure dans la production de chlorure de vinyle monomère (ONUDI) (Financement du FEM : 16.200.000 dollars) (ID FEM6921)
26. **Chine** : Réduction et élimination progressive de l'acide perfluorooctane sulfonique dans les secteurs prioritaires (Banque mondiale) (Financement du FEM : 24.250.000 dollars) (ID FEM 9046)
27. **Honduras** : Gestion écologiquement rationnelle des produits et déchets contenant des POP et des risques liés à leur élimination définitive (PNUD) (Financement du

FEM : 3.460.000 dollars) (ID FEM 9079)

28. **Monténégro** : Gestion globale et écologiquement rationnelle des PCB (PNUD)
(Financement du FEM : 3.500.000 dollars) (ID FEM 9045)

29. **Philippines** : Mise en œuvre de programmes de gestion des PCB dans les coopératives
électriques et gestion sûre des déchets électroniques (ONUDI) (Financement du
FEM : 6.200.000 dollars) (ID FEM 9078)

Changement climatique

30. **Argentine** : Réduction des émissions de gaz à effet de serre du secteur de l'énergie par
l'emploi de déchets organiques pour la production d'énergie dans l'agriculture et
l'agroalimentaire (ONUDI) (Financement du FEM : 6.000.000 dollars) (ID FEM9053)

31. **Îles Cook** : Développement du secteur des énergies renouvelables (BAD) (Financement
du FEM : 4.127.668 dollars) (ID FEM 9067)

32. **Éthiopie** : Activités d'atténuation adaptées au contexte urbain national : Création de
conditions propices à la mise en place et à l'exploitation d'unités de transformation des
déchets solides dans les municipalités (COMPOST) (PNUD) (Financement du
FEM : 6.667.123 dollars) (ID FEM 9048)

33. **Moldova** : Villes vertes et durables – Stimuler l'investissement dans l'écologisation des
villes au moyen d'un aménagement urbain holistique et intégré (PNUD) (Financement du
FEM : 2.639.726 dollars) (ID FEM 9042)

34. **Turquie** : Promotion de moteurs à haut rendement énergétique dans les petites et
moyennes entreprises (PME) (PNUD) (Financement du FEM : 3.750.000 dollars) (ID
FEM 9081)

35. **Ouzbékistan** : Transformation du marché pour un habitat rural durable (PNUD)
(Financement du FEM : 6.000.000 dollars) (ID FEM 6913)

Eaux internationales

36. **Projet régional (Afrique du Sud, Botswana, Lesotho, Namibie)** : Appui à la mise en
œuvre du programme d'action stratégique de l'Orange-Senqu (PNUD) (Financement du
FEM : 10.815.137 dollars) (ID FEM 9054)

Dégradation des sols

37. **Arménie** : Gestion durable des sols pour stimuler la productivité (FIDA) (Financement du FEM : 3.937.500 dollars) (ID FEM 8005)

Projets relevant du Programme pilote sur l'utilisation des instruments financiers autres que les aides directes

38. **Projet régional (Amérique latine et Caraïbes)** : Investissement d'impact à l'appui de l'application du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages découlant de leur utilisation (BID) (Financement du FEM : 10.000.000 dollars) (ID FEM 9058)
39. **Afrique du Sud** : Fonds de participation pour les passations de marché des producteurs indépendants d'électricité porteurs de petits projets (Programme pilote) (DBSA) (Financement du FEM : 15.000.000 dollars) (ID FEM 9085)
40. **Projet régional (Burkina Faso, Congo RD, Côte d'Ivoire, Kenya, Mali, Tanzanie, Zambie)** : Fonds Moringa pour l'agroforesterie en Afrique (Programme pilote) (BAfD) (Financement du FEM : 12.000.000 dollars) (ID FEM 9051)